

MOVIMIENTO AL SOCIALISMO (MAS)

Bolivie

Données clés

- **Date de création:** 1999 (correspondant à la reconnaissance du parti par la Cour nationale électorale)
- **Positionnement idéologique:** gauche radicale, se revendiquant du marxisme
- **Implantation territoriale:** parti fortement implanté dans les régions *cocaleras*, à savoir dans les départements de La Paz (notamment dans la province des Yungas) et de Cochabamba (dans la province du Chapare surtout)
- **Principaux dirigeants:** Evo Morales (président de la direction nationale du parti et actuel président de la République)
- **Mode de désignation des dirigeants:** élus en congrès ordinaire par le vote direct et secret des militants du parti, légalement enregistrés sur les livres officiels du MAS
- **Mode de désignation des candidats:** élus par les « bases » (dont il n'est pas précisé dans le statut du parti s'il s'agit uniquement des militants), à travers un vote direct en assemblée ou selon la forme la plus adéquate décidée par les différentes sections
- **Nombre de militants:** absence de données accessibles, ce qui est sûrement dû au fait qu'il s'agit d'un « parti-mouvement » peu centralisé et dont les structures se confondent pour la plupart avec les locaux d'organisations syndicales ou communautaires, ce qui contribue à brouiller la frontière entre militants, sympathisants et *cocaleros* syndiqués
- **Périodes au gouvernement:** second groupe parlementaire dès les élections nationales de 2002, le MAS arrive au gouvernement à la suite des présidentielles du 18 octobre 2005 et les réélections du 6 décembre 2009 et octobre 2014, avec Evo Morales comme président.



Résultats électoraux

On se limite ici aux résultats électoraux réalisés depuis l'obtention officielle par le parti du sigle de MAS-IPSP en 1999 :

- aux élections municipales de 1999 (premières élections auxquelles le MAS-IPSP participe), le MAS obtient 65 425 voix, soit 3,3 % du total des voix exprimées. Vote encore régionalement concentré, il permet au MAS d'accéder au Parlement avec l'élection de 4 députés uninominaux et de contrôler diverses municipalités en zone rurale ;
- Aux élections nationales de 2005, le MAS arrive en première position avec un peu plus de 1,544 million de voix, soit 52,74 % des suffrages. Il remporte donc les élections avec la majorité absolue, sans avoir à passer par le « second tour parlementaire » prévu par la Constitution bolivienne en cas de majorité simple. Il remporte ainsi la présidence (Evo Morales) et la suprématie parlementaire avec 84 des 157 sièges au Parlement (84 des 157 sièges au Parlement et 12 des 27 sièges de sénateurs).
- Aux élections nationales de 2009, le MAS continu en tête avec le 64,22% de votes, 88 députés et 26 sénateurs.

- Aux élections nationales de 2014, Evo Morales a obtenu le 57,51% des votes avec 84 députés et 25 sénateurs.

Histoire du parti

Si la date de création officielle du parti remonte à 1999, avec l'obtention de la part de la CNE (Cour nationale électorale) de la personnalité juridique pour le MAS-IPSP, ce qui en fait un parti récent, son histoire s'inscrit cependant dans un temps relativement plus long. C'est principalement à partir des années 1980 que le syndicalisme paysan et notamment cocalero va apparaître sur la scène sociale et politique bolivienne comme une force de grande importance. La mise en place des politiques d'ajustements structurels par le MNR (Movimiento Nacional Revolucionario) contribue au démantèlement du syndicalisme ouvrier et à sa reconversion dans les milieux paysans et cocaleros des régions du Chapare et des Yungas. C'est au sein de ces régions productrices que s'organise et se renforce le syndicalisme paysan, avec la montée en puissance de la CSUTCB (Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia). Cependant à cette époque (dans les années 1980) la question de la participation politique n'est pas encore posée. C'est principalement la conjonction de facteurs conjoncturels et structurels qui va faire émerger cette question au sein des milieux ruraux et indiens, à partir de la fin des années 1980 et dans les années 1990. D'une part, il s'agit du fort sentiment anti-impérialiste qui se fait jour au sein des milieux cocaleros dans les années 1990 du fait de l'adoption de nombreuses lois sur la régulation de la coca, promulguées par le gouvernement bolivien sous les pressions du « grand voisin du Nord », fortement impliqué dans la lutte contre le narcotrafic à destination des Etats-Unis et en provenance d'Etats latino-américains. Ce vif sentiment anti-américain se concrétise d'ailleurs par de nombreuses mobilisations, à travers le blocage de routes et l'organisation de marches sur La Paz (notamment la marche organisée en août 1994 connue sous le nom de « Marcha por la vida, la coca y la soberanía ») et contribue à renforcer des solidarités entre milieux ruraux et indiens. La thématique ethnique est savamment intégrée dans le discours cocalero, faisant de la défense de la terre et de la feuille de coca une revendication identitaire et ethnique, comme l'illustre le futur leader du parti, Evo Morales, cocalero aymara. D'autres facteurs, d'ordre institutionnel cette fois, vont permettre à la question de la participation politique d'émerger au sein des organisations communautaires et syndicales. En effet la complexité de la norme constitutionnelle bolivienne (selon laquelle l'élection du président et du vice-président revient au Parlement quand aucune des candidatures ne recueille la majorité absolue des voix) aboutit depuis le début des années 1980 à la mise en place de coalitions gouvernementales et parlementaires qui donnent à voir un système politique figé et paralysé.

Or dans la deuxième moitié des années 1990, l'épuisement de ce type de gouvernabilité se fait de plus en plus sentir. D'autant plus que la réforme constitutionnelle de 1994, introduisant une certaine décentralisation dans le jeu politique et électoral (avec la création de nouveaux échelons au niveau local: les municipios), va permettre à de petits partis locaux ou régionaux de gagner des voix aux municipales.

C'est donc dans ce contexte que la question de la création d'un « instrument politique », conçu comme une véritable fédération de mouvements sociaux et entendu dans un lien « organique » avec ceux-ci, va se poser. Après diverses reformulations, du fait des différents refus de la Cour nationale électorale de lui accorder en 1995 puis en 1998 la personnalité juridique, c'est en 1999, sous la direction de Evo Morales, qu'est créé le MAS-IPSP (Movimiento al Socialismo, Instrumento Político para la Soberanía de los Pueblos).

Slogans du MAS:

La plupart des slogans du MAS, depuis les inscriptions sur la carte du militant jusqu'aux affiches présidentielles, mettent en avant la nouvelle forme de ce parti entendu comme « parti-mouvement » et véritable fédération de mouvements sociaux.

Il s'agit donc à travers ses slogans pour le MAS d'insister sur la plus grande légitimité dont il bénéficie sur le plan organisationnel du fait justement de cette structuration particulière.

Ainsi on peut lire sur la carte du militant : «MAS légalement, IPSP légitimement» («MAS légalement, IPSP légitimement») ou encore lors de la campagne pour les élections nationales de 2002: «Elegido por las bases» («Elu par les bases»). Tous ces slogans convergent donc sur cette volonté délibérée de s'inscrire dans la légalité et dans la proximité aux électeurs, contrairement à un système de parti violemment critiqué. Le MAS en plus de se présenter comme un «ennemi» idéologique entend se poser en tant que véritable «ennemi», dans sa forme organisationnelle, contre les partis traditionnels.

En 2005, le slogan scandé par la foule lors de l'élection de Evo Morales à la présidence illustre également cette volonté, en proclamant «Somos pueblo, somos MAS» («Nous sommes le peuple, nous sommes le MAS»).

Expérience de gouvernement

Récente, puisqu'elle commence au mois d'octobre 2005, avec l'élection d'Evo Morales à la Présidence de la République. Cependant, cette expérience encore en cours (Evo a gagné les élections de 2009 et 2014) apparaît riche et intéressante à de nombreux égards en ce sens qu'elle a véritablement constitué une rupture par rapport aux gouvernements précédents.

L'arrivée à la présidentielle avec la majorité absolue se double du contrôle du Parlement, même si le parti se maintient en minorité au Sénat, et cette majorité à l'Assemblée (avec 72 sièges sur 130), de l'obtention de la vice-présidence et de la majorité au niveau des préfets, va donc permettre au gouvernement de Evo Morales de mettre en place de nombreux points de son programme, au premier rang desquels la nationalisation des hydrocarbures. Dans la droite ligne de la Ley de hidrocarburos approuvée par le gouvernement précédent en mai 2005 et en référence au référendum réalisé sur la question en juillet 2004, c'est le 1er mai 2006 que la nationalisation des hydrocarbures est annoncée. Cependant, face aux protestations des entreprises étrangères (notamment espagnoles et brésiliennes), Morales prône une «nationalisation légale», sans expropriation systématique des entreprises étrangères. Le choix de cette position, relativement «modérée» par rapport au discours dominant avant l'arrivée au gouvernement, va donc provoquer de fortes tensions au sein de la gauche, comme l'illustre la démission du ministre des Hydrocarbures, Andrés Soliz, en septembre 2006, et son remplacement par un économiste plus «modéré», Carlos Villegas.

Une autre mesure importante prise par le MAS dès son entrée au gouvernement est la tenue d'élections pour la nomination d'une Assemblée constituante, visant à réformer la Constitution. Des élections se sont donc tenues, en août 2006, en même temps qu'un référendum concernant les autonomies départementales (demandées par les départements riches de Santa Cruz ou Tarija par exemple) et la décentralisation politique, autre aspect important du programme du MAS. A l'issue de ce référendum, où le « non » aux autonomies départementales l'emporte, l'assise nationale du MAS dans cette première année au gouvernement est donc renforcée.

Evo Morales: du syndicalisme *cocalero* à la présidence de la République

Arrivé à la tête de la République bolivienne le 18 octobre 2005, Evo Morales a réussi à se distinguer, et ce avant même la création du MAS, en tant que leader charismatique, réalisant la synthèse paysanne-indigène portée par le MAS à partir de 1999.

En effet tout d'abord Evo Morales peut se revendiquer d'une identité indienne puisqu'il est né dans une communauté aymara du département de l'Oruro, dans l'Altiplano, ce qui dès le départ lui donnait une certaine légitimité dans un parti voulant porter sur la scène publique et politique les revendications des milieux ruraux et *cocaleros*.

En ce qui concerne sa trajectoire au sein du milieu syndical, Evo Morales, ayant émigré dans la région *cocalera* du Chapare dans les années 1970, devient à partir de la fin des années 1970 organisateur syndical. Après avoir été nommé en 1983 secrétaire des Sports du syndicat des colonisateurs du Chapare, il prend la tête des six fédérations du tropique de Cochabamba (dont il est aujourd'hui encore le président).

Sa participation dans la vie parlementaire remonte quant à elle à la fin des années 1990, puisqu'il obtient un siège parlementaire en 1997 à travers sa participation à la coalition menée par l'IU (*Izquierda Unida*).

Personnellement impliqué, en tant que leader syndical *cocalero*, dans les blocages et manifestations de la fin des années 1990 contre les plans d'éradication de la coca, c'est lui qui va donner l'impulsion à la création du MAS-IPSP, décidant de quitter l'ASP (*Asamblea para la Soberanía de los Pueblos*) créée en 1995, pour mettre sur pied un nouvel organe politique, l'IPSP.

A travers cette double légitimité, à la fois indienne et *cocalera*, Evo Morales va s'imposer en tant que leader charismatique du MAS, tant sur le plan national qu'international, notamment par ses prises de positions farouchement anti-impérialistes et anti-américaines notamment lors de sa participation parlementaire à partir de 2002, ce qui lui vaudra d'ailleurs pour un temps de se voir exclu du Parlement (janvier 2002). Fortement impliqué tout au long de sa participation parlementaire dans les différentes mobilisations sociales qui ont agité le pays (« guerre de l'eau » en avril 2002, mobilisations paysannes en septembre de la même année ou encore « guerre du gaz » en 2003), c'est durant cette période parlementaire (2002-2005) qu'il va gagner la confiance de nombreux milieux sociaux et réussir à étendre son influence jusque dans les milieux urbains. C'est ainsi qu'il gagne la présidence de la République en octobre 2005, symbolisant à la tête de l'Etat bolivien la synthèse que le MAS entendait défendre depuis sa création en 1999.

La question indienne dans le discours et le programme du MAS

Le MAS a réussi à s'imposer sur le devant de la scène politique grâce au soutien obtenu tout d'abord localement de la part des *cocaleros* mais également des populations indiennes de Bolivie, à savoir principalement par les soutiens de la communauté aymara, la plus répandue dans le pays.

En effet, historiquement le MAS est l'expression de la construction d'un nouveau sujet politique, le « mouvement paysan-indien », et à ce titre la composante indienne du parti est importante. Si celle-ci a notamment émergé dans les années 1970, c'est-à-dire alors que le MAS était encore loin d'être créé, au sein du mouvement katariste (mouvement de défense des cultures et terres indiennes visant à la réhabilitation d'une identité indienne « positive »), le MAS et son leader charismatique Evo Morales l'ont également mise au-devant de leurs revendications et programmes. A travers la feuille de coca, symbole de l'identité et de la spiritualité indiennes, mais aussi à travers la revendication de la terre et d'une meilleure répartition de celle-ci, le mouvement *cocalero* avait déjà au début des années 1990 mis en avant son identité indienne afin d'élargir le soutien à la cause *cocalera*. Ce mouvement va donc peu à peu se constituer en un véritable mouvement ethnique, en plus que d'être un mouvement syndical, et cette alliance va se

réaliser à travers la célébration de nombreux événements hautement symboliques. C'est par exemple la cas de l'anniversaire des 500 ans de la découverte du territoire latino-américain, qui donne lieu à la célébration des «500 años de resistencia de los pueblos originarios» («500 ans de résistance des peuples originaires»), qui contribue à renforcer une identité commune indienne entre ces mouvements. Même si le MAS une fois créé ne parvient pas à recueillir toutes les «voix indiennes» puisque par exemple est fondé en 2000 le MIP, Movimiento indio Pachakuti, par Felipe Quispe (autre leader syndical aymara), il apparaît cependant qu'il bénéficie de nombreux soutiens et appuis de la part des populations indiennes.

Cette identité indienne affichée dans la construction du MAS est également une ressource mobilisée une fois le MAS arrivé au pouvoir, comme en témoigne la volonté prononcée du président Evo Morales d'afficher son appartenance et son identité indiennes, par sa manière de s'habiller (souvent de costumes traditionnels), mais aussi dans sa façon de parler, puisque nombre de ses allocutions sont réalisées en langue aymara. Même son vice-président (Alvaro García Linera), pourtant non indien, s'affiche en habits traditionnels, semblant lui aussi se revendiquer d'une identité indienne.

Cette présence indubitable du caractère ethnique au sein de discours du MAS et dans sa façon de faire de la politique se retrouve également dans son programme et les mesures mises en place depuis son arrivée au gouvernement à travers notamment la création d'une Assemblée constituante et d'une réforme constitutionnelle visant à implémenter une organisation territoriale plus conforme aux « us et coutumes » des populations indiennes.

Il semble donc que l'identité indienne, qu'elle soit réelle ou imaginée, est, et a toujours été, fortement mobilisée par le MAS et ses dirigeants, qu'ils soient eux-mêmes d'origine indienne ou non.

Références bibliographiques

CUBA ROJAS L., Pablo (2006), «Bolivia: movimientos sociales, nacionalización y Asamblea Constituyente», *OSAL*, 19.

DO ALTO, Hervé (2003-2004), *Entre mouvement social et organisation partisane: le MAS bolivien dans l'institutionnalité politique et la mobilisation collective*, mémoire de D.E.A. réalisé à l'IEP d'Aix-en-Provence.

DO ALTO, Hervé (2006), «Bolivie: un horizon post-libéral est-il possible ? Regards comparés sur un processus en cours», *Copernic*.

MAYORGA Fernando (2006), «Bolivie: la gauche rurale et indigène au gouvernement», *Problèmes d'Amérique latine*, 59.

MAYORGA, Fernando (2006), «El gobierno de Evo Morales: entre nacionalismo e indigenismo», *Nueva Sociedad*, n° 206.

STEFANONI, Pablo (2003), «MAS-IPSP: la emergencia del nacionalismo plebeyo», *OSAL*, n° 12.

SUAREZ, Hugo José (2005), « Bolivie : les antécédents et les défis de la nouvelle gauche », *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Alternatives Sud, Centre tricontinental, vol. XII, éd. Syllepse.

Site officiel du parti: www.masbolivia.org/derreservados.html